

→ Je m'interroge sur les documents pour trouver leur sens général

Introduction

Après l'écrasement des Républicains espagnols durant la guerre civile espagnole, le général Franco dirige un pays privé de libertés démocratiques. Selon ses volontés, c'est Juan Carlos qui lui succède à sa mort en 1975. Juan Carlos va transformer assez rapidement le régime pour en faire une démocratie représentative, garantie par une Constitution et « protégée » par la Couronne.

→ Quels sont les réussites mais aussi les échecs de cette transition démocratique ?

Doc. 1 : De Franco à Juan Carlos :



Avant sa mort, le dictateur Francisco Franco (à droite) désigne l'héritier théorique de la couronne d'Espagne Juan Carlos de Bourbon (à gauche) comme son successeur

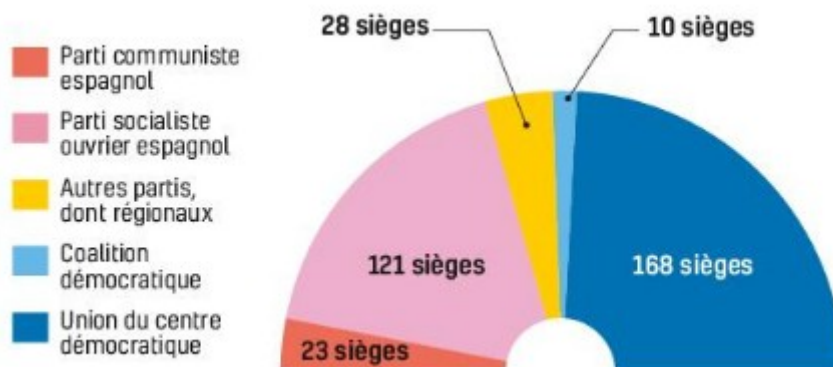
Doc. 2 : La Constitution espagnole :

Rédigée par les députés élus démocratiquement en 1977 puis approuvée par référendum le 6 décembre 1978, la constitution espagnole est la loi fondamentale du nouveau régime.

Article premier

1. L'Espagne constitue un État de droit, social et démocratique, qui défend comme valeurs suprêmes de son ordre juridique la liberté, la justice, l'égalité et le pluralisme politique.
2. La souveraineté nationale appartient au peuple espagnol, dont émanent les pouvoirs de l'État.
3. La forme politique de l'État espagnol est la monarchie parlementaire. [...]

Doc. 3 : Les élections législatives de 1979



Doc. 4 : Adolfo Suarez devant le Conseil de l'Europe

Le président du Conseil (équivalent du Premier ministre) Adolfo Suárez évoque la transition démocratique espagnole devant les membres du Conseil de l'Europe.

[...] Guère plus de deux ans se sont écoulés depuis que notre pays a entamé le processus de passage à la démocratie. Si deux ans ne comptent guère dans la vie des hommes, ils sont presque toujours imperceptibles dans l'histoire des peuples. Il est sans doute fréquent de se rappeler les périodes de guerre, mais il est peu d'exemples où deux années de changements pacifiques aient pris une signification aussi intense. L'originalité du cas espagnol réside peut-être dans le fait d'avoir su réaliser un changement si profond et si sincère dans un délai aussi bref.

Adolfo Suarez, discours prononcé devant l'assemblée du Conseil de l'Europe, 31 janvier 1979.



Adolfo Suarez (1932-2014). Membre du parti unique franquiste dont il devient le dirigeant en 1975, il est choisi l'année suivante par le roi Juan Carlos pour mener la transition démocratique. Il met en place les institutions du nouveau régime. Fondateur d'un parti de centre-droit qui remporte les élections en 1977 et en 1979, il dirige le gouvernement jusqu'en 1981.

Doc. 5 : Le roi s'adresse aux Espagnols après un coup d'État manqué

Face à la tentative de coup d'État, le roi Juan Carlos s'adresse aux Espagnols à la télévision

« Au moment de m'adresser à tous les Espagnols de manière brève, dans la situation hors du commun que nous connaissons actuellement, je vous demande à tous la plus grande sérénité et la plus grande confiance [...] La Couronne, symbole de la permanence et de l'unité de la patrie, ne peut tolérer en aucune façon des actions ou des attitudes de personnes qui prétendent interrompre par la force le processus démocratique que la Constitution, votée par le Peuple espagnol, a fixé en son temps au moyen d'un référendum. »

Juan Carlos, *discours télévisé*, nuit du 23 au 24 février 1981

Doc. 6: La loi d'amnistie un pilier fragile de la transition ?

La coalition gouvernementale de gauche s'est mise d'accord pour amender une loi de 1977 consacrant l'amnistie des crimes du franquisme. Le projet divise, d'autant que cette loi est perçue par beaucoup d'Espagnols comme la clé de voûte de la transition démocratique après la mort du dictateur Franco.

Le 20 novembre est une date majeure de l'histoire contemporaine de l'Espagne pour deux raisons. Elle marque d'abord l'exécution, en 1936, de José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange fasciste espagnole ayant joué un rôle central dans la guerre civile espagnole (1936-1939) face aux républicains. Et puis, elle coïncide avec le décès, en 1975, du dictateur Francisco Franco, au terme d'un règne de près de quarante ans.

Trois jours avant cette date clé, le gouvernement de coalition espagnol – composé du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), allié à Podemos (gauche dite radicale) – a décidé, conjointement à son projet de loi sur la mémoire démocratique, d'amender une loi de 1977 qui consacre l'amnistie des crimes commis pendant le régime franquiste.

Autrement dit, ces crimes pourraient faire l'objet d'enquêtes sans être prescrits ni amnistiés. Selon les estimations, plus de 100 000 victimes de la période franquiste seraient encore enterrées dans les plus de 4 000 fosses communes réparties à travers le pays.

La coalition gouvernementale cherche désormais des alliés en vue de faire adopter ce projet au Parlement. Elle doit notamment convaincre la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), proche de l'exécutif central espagnol, qui en appelle non pas à l'amendement mais à l'abrogation de la loi.

Valentin Scholz, « Le gouvernement espagnol souhaite lever l'amnistie des crimes du franquisme », *Courrier International*, 20 novembre 2021

Doc. 7 : Une relativisation de ce modèle de transition démocratique

Ces dernières années, la Transition espagnole a pris un coup de vieux. La Transition démocratique espagnole a été en son temps, il y a quarante-deux ans, vue comme un modèle. Sans trop de casse, et en peu de temps, l'Espagne a en effet tourné la page du franquisme et ouvert celle de la monarchie parlementaire.

[...]
Franco connaît pas, Transition connaît pas, l'amnésie collective n'a pas été l'antidote incontournable aux errements du passé, imaginé par les pères des compromis démocratiques négociés de 1975 à 1978. Pour autant la Raison politique n'a pas dit son dernier mot. 2021 n'est pas nécessairement aussi sombre que la collection d'événements récents laisse supposer. Des ajusteurs de la Transition ont signalé leur présence. PSOE, Unidas Podemos, Gauche républicaine catalane, Basques du PNV et de Bildu, s'efforcent de dépasser leurs différences pour proposer un aggiornamento inattendu. Celui d'une redéfinition de l'Espagne, prolongeant le pacte de 1978, en lui donnant une dimension territoriale plurielle, qui pour l'instant n'a pas de nom. Celui d'encadrer l'impunité du monarque. Celui d'élargir l'assiette sociale de la démocratie. Un défi d'envergure pour ces partis politiques. Mais aussi, si ce pari trouve l'appui de majorités électorales, un défi existentiel pour une droite et une extrême droite, repliées sur un passé inopportun et inapproprié.

Jean-Jacques Kourliandsky, « La Transition démocratique espagnole, un aggiornamento difficile », *IRIS (Institut de Relations Internationales et Stratégiques)*, 5 janvier 2021

CONSIGNES

**Trouve les questions que tu peux poser à tes camarades par rapport à ces documents.
Tu dois trouver au minimum 4 questions + 1 question de synthèse
Prépare une brève correction**